



Présenté actuellement comme le leader de l'opposition le plus « sérieux », Maurice Kamto ,président national du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) s'est une fois de plus illustré dans son discours bilingue de fin d'année adressé au peuple camerounais. Maurice Kamto a évoqué les dossiers brulants de l'actualité camerounaise, notamment la crise sociopolitique qui perdure dans les régions anglophones. Le célèbre avocat n'a pas manqué de fustiger la gestion par le Chef de l'Etat de la crise anglophone qui connaît désormais une réelle escalade de violences.

L'homme politique pense « qu'il est encore possible de sauver la paix » par la voie d'un dialogue national sincère.

« Il est impératif et urgent d'organiser un dialogue national sincère pour régler en profondeur la question anglophone », déclare-t-il.

Le juriste pense que pour y parvenir, quatre préalables doivent être indispensables:

- la libération de toutes les personnes détenues ou poursuivies dans le cadre de la crise anglophone;
- le retour des réfugiés évalués de façon crédible en milliers;

– un message du président BIYA à l'adresse de nos compatriotes anglophones sur toutes les humiliations qui leur ont été injustement imposées depuis novembre 2016;

– une visite du président de la République dans les deux régions au cours de laquelle il devra, ne serait-ce que pour sauver les formes, parler et discuter avec ses compatriotes anglophones en anglais, de leurs douleurs et de leur mal être, eux qui, sans discrimination, ont essuyé toutes sortes d'insultes (« terroristes », « chiens », « bandits » etc.) de la part de personnalités importantes du régime, lesquelles n'ont jamais été ne serait-ce que rappelées à l'ordre.

Maurice Kamto encourage à cet effet vivement le président Biya à se rendre dans les régions anglophones et de discuter en anglais avec ses compatriotes. L'homme politique pense que si le président Paul Biya ne le fait pas, cela justifierait les revendications anglophones et le disqualifierait de la fonction présidentielle.

« S'il était incapable de conduire un tel exercice linguistique et politique, non seulement il justifierait lui-même les revendications anglophones, mais il se disqualifierait de sa fonction présidentielle, dans un pays où les populations viennent de braver les peurs habituelles pour exiger de vivre la plénitude de leur bilinguisme inscrit dans la Constitution, et leur double culture héritée de l'histoire » explique-t-il.